

## Déclaration sur la situation politique au Mali

Visioconférence | 12 octobre 2020

*L'Assemblée parlementaire de la Francophonie, réunie par visioconférence le 12 octobre 2020, sur proposition de la Commission politique :*

- CONDAMNANT** le coup d'État perpétré le 18 août au Mali par une partie des officiers des forces de défense et de sécurité malienne, qui a conduit à la démission du président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, et du gouvernement malien ;
- EXPRIMANT** sa profonde préoccupation face à la rupture de l'ordre constitutionnel ;
- SALUANT** la nomination comme premier ministre de l'ancien ministre des Affaires étrangères malien, Moctar Ouane, pour conduire un gouvernement de transition de 18 mois jusqu'à la tenue d'élections ;
- PREND ACTE** de la dissolution de l'Assemblée nationale annoncée le 19 août par Ibrahim Boubacar Keïta et, par conséquent, de la vacance de fait de la section malienne de l'APF ;
- PREND ACTE** de la résolution sur la situation au Mali adoptée par le Conseil permanent de la Francophonie, réuni en session extraordinaire le 25 août, et de sa décision de prononcer la suspension de la République du Mali de ses instances ;
- SOUHAITE** que des élections législatives, libres, fiables et transparentes puissent être organisées dans les meilleurs délais ; **ESPERE** que la tenue d'un scrutin permettra de rétablir la confiance du peuple malien en ses institutions et répondra à ses aspirations politiques, sociales, économiques et culturelles, avec une attention particulière portée aux femmes et aux jeunes ;
- SE RÉJOUIT** de la libération de Soumaïla Cissé, chef de file de l'opposition malienne, qui était retenu en otage depuis plus de 6 mois et pour lequel l'APF s'est fortement mobilisée ;
- SALUE** la mission de bons offices de l'OIF visant à soutenir le processus de restauration des institutions démocratiques, à accompagner la transition civile et à trouver des solutions de sortie de crise durables et crédibles prenant en considération les attentes des citoyens et ; **SE RÉJOUIT** de la décision de la Secrétaire générale de la Francophonie d'inclure deux parlementaires au sein de cette mission dont le Président de la mission, Cheikh Tidiane Gadio, ancien ministre des Affaires étrangères du Sénégal vice-président de l'Assemblée nationale du Sénégal et M. Philippe Courard, rapporteur de la Commission politique de l'APF et député de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;
- EXPRIME** son entière disponibilité à s'inscrire dans une démarche d'accompagnement de ce pays et à entreprendre une mission parlementaire sur place au moment opportun.